



*déclaration CTSD 33 du 22/10//12*

Monsieur le Directeur Académique,

Ce CTSD est convoqué pour faire le bilan de la rentrée 2012 dans le même temps où la rentrée 2013 se prépare. Cette double entrée pose la problématique du contexte très particulier de ce début d'année scolaire.

**Contexte particulier** car nous vivons au quotidien dans nos écoles, établissements et services avec les contraintes d'une politique que les citoyens ont rejeté. Dans le même temps nous voyons se dessiner le budget 2013 qui donne une priorité forte à l'éducation. L'UNSA Éducation mesure l'importance, dans le contexte général, de cet effort budgétaire. Il n'aura de sens que si c'est le levier d'une transformation réelle pour un système éducatif plus juste et plus efficace. S'agissant des personnels, des gestes forts sont nécessaires. L'UNSA Éducation revendique des mesures significatives pour les personnels de catégorie C, mais également l'abrogation rapide de l'inique « jour de carence ». Au-delà de ces priorités immédiates, des perspectives doivent être ouvertes pour tous.

**Contexte particulier** mais qui ne nous fait pas oublier pour autant les problématiques de cette rentrée 2012 dans notre département.

**Dans le premier degré**, nous commençons par déplorer l'absence du document « constat des effectifs dans les écoles » qui est un document incontournable si l'on veut que le dialogue social existe en CTSD.

Même si nous n'avons pas les éléments de ce bilan, nous savons aujourd'hui que, malgré la réinjection positive de postes en Gironde, la poussée des effectifs ne permettra pas d'améliorer sensiblement le taux d'encadrement. Nous affirmons même qu'il continue à se dégrader et réaffirmons, à nouveau, la nécessité d'un plan de rattrapage pour la Gironde.

Les difficultés que l'on connaît depuis le dernier quinquennat s'accroissent : classes chargées, difficultés de remplacement, absence de formation continue, disparition des Rased dont les personnels restants s'installent dans un fonctionnement de pénurie.

Enfin, nous souhaitons vous alerter, à nouveau, sur la tension importante que connaissent les directeurs d'école qui n'ont plus, pour la plupart, d'aide administrative. Certains de ces personnels sont au bord de la rupture. Dans le contexte des mesures de rentrée, les directrices et directeurs d'école ont été les grands oubliés. Ils ont pu mesurer la capacité du gouvernement à attribuer des emplois aidés pour le handicap, pour la vie scolaire et l'aide au fonctionnement

pédagogique dans le 2nd degré avec les «emplois d'avenir » et, dans le même temps, à ignorer totalement leurs difficultés croissantes.

Nous avons, en ce début d'année, demandé, en CTSD, en CAPD, que des mesures d'urgence soient prises, demandes qui n'ont reçu aucune réponse !

Or, le « malaise » chronique des directeurs d'école est en train de se transformer en souffrance au travail. Devant l'accumulation croissante des tâches, des missions, des enquêtes, des injonctions, ils n'en peuvent plus et cela d'autant que la majorité d'entre eux assure en même temps des missions d'enseignement. On atteint le seuil de l'insupportable dans l'indifférence des deux principaux acteurs publics que sont les municipalités et l'administration de l'Education nationale. En cette rentrée, la poursuite de la réduction des emplois d'aide administrative entamée sous l'ancienne majorité, en rajoute à la mauvaise qualité de vie au travail dont souffrent les directeurs. La coupe est pleine !

Nous demandons, solennellement, que le CHSCT de la Gironde soit saisi de la problématique de la souffrance au travail de ces collègues.

Il faut en finir avec les rafistolages successifs et traiter le sujet sur deux aspects : les conditions d'exercice des directeurs et l'évolution de la structuration administrative de l'école primaire, aujourd'hui inadaptée.

Au moment où le Président de la République et le Ministre annoncent que la priorité de la Nation est donnée à l'école primaire, il serait paradoxal que ce dossier reste au fond d'un tiroir. Des bouleversements attendent l'école primaire : modification des rythmes, redynamisation de la scolarisation en maternelle, plus de maîtres que de classes, chantier du numérique... Comment peut-on imaginer que ces orientations se mettent en œuvre en ignorant le rôle du directeur, animateur de l'équipe pédagogique, pivot de l'équipe éducative, lien avec les parents et les collectivités et plus largement l'ensemble des partenaires de l'Ecole...? Se priver de l'appui de personnels aussi concernés par les changements à venir serait un gâchis.

**Dans le second degré**, nous avons alerté lors de la journée intersyndicale du 19 septembre, sur la situation difficile des personnels contractuels. Plus globalement, les modifications tardives d'affectation ont été fortement désorganisatrices de la rentrée dans les EPLE. La volonté de rationaliser la gestion des moyens conduit à des situations difficiles pour les TZR et les collègues en service partagé. Des questions nombreuses sont aussi apparues sur des pondérations d'heure ou sur des volumes horaires qui ne sont pas distribués par exemple en classe euro dans les lycées.

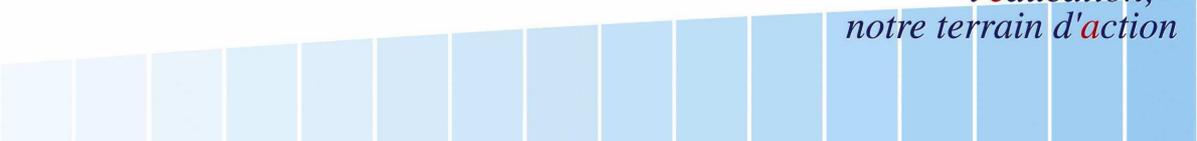
**Contexte particulier**, enfin, car nous sommes lancés dans le processus de refondation de l'école publique. Le premier temps a donné lieu à une vaste concertation ayant débouché sur le rapport sur la refondation.

Le temps des personnels doit maintenant s'ouvrir. Le ministre -à l'occasion de deux jours de rencontre avec les organisations syndicales- a défini une méthode et un calendrier. L'UNSA Education tient à souligner l'ambiance d'écoute et de travail avec des propositions qui avancent.

Un gros point noir s'annonce : celui du temps de service des professeurs d'école. Sur ce point, nous avons fait des propositions alternatives et nous attendons que les lignes bougent et rapidement. La réaffirmation de l'intérêt du socle commun avec « une approche par compétences qui change le regard sur l'élève et le métier » (je cite le ministre), nous paraît de nature à favoriser la mise en œuvre de l'école de la réussite de tous.

Ce temps des personnels doit aussi permettre à tous de s'emparer de la refondation. Nos collègues dans leur diversité ont une expertise, un savoir faire, de la créativité. C'est avec eux que nous bâtirons collectivement une école de l'émancipation et de la réussite pour tous

Pour l'UNSA-Education  
Evelyne Faugerolle



*l'éducation,  
notre terrain d'action*